





La déclaration faite par le gouvernement, que le bill implique l'honneur et l'existence de l'administration, me met très-mal à mon aise. J'ai une très-grande confiance dans le chef du cabinet; je suis convaincu que le parti libéral doit s'estimer heureux de l'avoir pour leader; j'ai aussi une très-grande confiance dans plusieurs de ses honorables collègues et particulièrement dans le secrétaire pour l'Irlande, qu'il serait difficile, je crois, de remplacer. Que doit, je le demande, faire un homme qui désire sincèrement à la fois les progrès de l'enseignement et la prospérité de l'Irlande? L'honorable membre pour Oxford a fait un appel ad misericordiam; il nous a dit: *date obolum Beatiarii*. Il m'est difficile de prendre un parti et j'engage par conséquent le chef du gouvernement à aplanir la position en retirant son malheureux bill, qui ne peut augmenter les motifs de mécontentement des Irlandais et compromettre les intérêts du grand parti libéral. (Bruit des applaudissements.)

M. CARDWELL. Il m'importe d'abord de fixer la portée du second vote du bill, et j'espère pouvoir expliquer la Chambre que les membres qui auront voté cette seconde lecture ne seront aucunement liés quant au vote en comité du bill.

Les points qui ont été critiqués ne constituent que des points secondaires, des points de détail et nullement les parties essentielles de la mesure. Les observations qui ont porté sur ces points ne doivent donc empêcher personne de voter la seconde lecture. Mais quelle est la position des membres qui voteront contre la seconde lecture? Voici le sens à attacher à leur vote: « Nous ne prendrons pas en considération une mesure qui a été recommandée dans le discours de la couronne. » Repousser le bill à la seconde lecture, c'est vouloir empêcher la discussion ultérieure de la mesure; c'est se refuser à s'entendre avec le gouvernement, afin de trouver les moyens de faire disparaître des griefs reconnus; c'est déclarer qu'on ne veut pas chercher à résoudre un problème dont la solution a la plus grande importance pour l'Irlande.

Lorsqu'on voit que le bill est combattu d'une part par les prélats de l'Eglise catholique romaine, parce qu'il tend, dans leur opinion, à perpétuer le système de l'enseignement mixte, et d'une autre côté, par une partie de cette Chambre parce qu'il est contraire au système de l'enseignement mixte, n'est-il pas évident que le bill n'est pas compris?

Le gouvernement a le désir de procurer la plus grande somme d'instruction académique aux trois parties du royaume-uni. Nous avons résolu la question en Ecosse, où les difficultés que nous rencontrons en Angleterre et en Irlande n'existent pas. Nous l'avons résolue d'une façon qui a satisfait l'opinion. En Angleterre, nous avons fait de grands changements, et tous les changements que nous avons à faire ne sont pas encore réalisés. Mais pour l'Irlande nous n'avons rien fait encore, et vous voulez nous mettre dans l'impossibilité de rien faire pour elle en repoussant la seconde lecture.

Nous désirons établir en Irlande une grande université nationale et nous désirons l'établir d'après des principes d'entière indépendance vis-à-vis des religions diverses. Nos engagements nous empêchent, il est vrai, de favoriser les doctrines catholiques romaines, mais nous savons aussi que la résolution positive du Parlement est de les repousser. Quelle serait l'utilité de proposer une mesure qui n'aurait aucune chance d'être adoptée par le Parlement?

J'ai maintenant indiqué le but du bill.

Si vous l'approuvez, votez la seconde lecture.

Si vous désapprouvez, votez un grand nombre des clauses du bill, votez encore la seconde lecture, afin de pouvoir discuter et modifier ces clauses en comité.

Le ministre dit qu'il est convaincu que le bill aura de bons effets pour l'Irlande, et que c'est à ce titre qu'il le recommande à l'adoption de la Chambre.

La suite de la discussion est ajournée au lendemain.

Le *Wanderer* publie un télégramme particulier de Londres ainsi conçu: « 9 mars. L'impératrice Eugénie a écrit à la marquise Bazaine une lettre de condoléances dans laquelle elle s'élève contre la sévérité excessive dont on fait preuve pour la garde du maréchal. »

« L'impératrice invite M<sup>me</sup> Bazaine à devenir son hôte et celle du prince impérial jusqu'au jour des débats du procès. »

Sous ce titre: *The direct United States*

PARIS. Souvent nous avons été à même de parler des produits si perfectionnés de la maison *Violet*, dont les riches salons de vente sont situés Boulevard des Capucines, rotonde du Grand-Hôtel, et la maison de gros, 317, rue St-Denis. Un savon nouveau vient de faire son apparition dans leur riche répertoire, c'est le savon velouté; rien de fin, de suave et de délicat comme ce savon velouté, si ce n'est le savon royal Thiridace. Un nouveau cold-cream à la violette, un vrai baume de violettes, à côté de ces produits hygiéniques, ce sont les extraits tant recherchés pour le maquillage; les brises de mai, les brises de violettes, et l'opoponax tant à la mode.

La crème Pompadour et la crème de beauté à la glycérine sont superbes pour l'entretien de la peau.

BARONNE DE SPARE. 583

Nous distribuons à nos abonnés, avec le présent numéro, un *Supplément* d'annonces judiciaires.

THEATRE RENO, 7 1/2 h. Tous les jours représentation en français, française et russe.

cinquante représentations tous les jours et début du phénomène surprenant connu sous le nom de « Rossignol à deux têtes » seulement jusqu'au 10 (22) mars.

569

LE DEPOT GÉNÉRAL DE MON

EAU ANATHÉRINE POUR LES DENTS

se trouve au magasin de MM. Stoll & Schmidt, à St-Petersbourg, au coin du Kirpichnol-péroulo, maison Kononov.

Prix du flacon 1 r. 20 c.

J. G. Popp, à Vienne.

med. dentiste de la cour imp.-royale.

CIRQUE HINNÉ

PLACE MICHEL.

Aujourd'hui, lundi 5 mars.

GRANDE REPRÉSENTATION

et 2<sup>me</sup> début du gymnaste M. François.

On commencera à 7 heures 1/2.

Le prix des places est augmenté.

Demain mardi 6 mars, grande représentation et septième début du « Rossignol à deux têtes ».

Selon le désir du public j'ai loué un salon à l'hôtel de l'Ermitage (Pont Simonovsky) où l'on pourra voir le « phénomène » les 5, 6, 7, 8, 9 et 10 mars, d'une heure à quatre heures.

Le directeur Ch. Hinné.

100 R. DE RÉCOMPENSE

à la personne qui rapportera une *marquerite en brillants*, qui a été perdue jeudi 1<sup>er</sup> mars, entre la Petite-Morskala et l'entrée du théâtre Berg. — S'adresser Petite-Morskala, n° 5, appartement n° 1, où l'on recevra ladite récompense.

604

A LOUER

trois chambres élégamment meublées, avec ou sans le service.

Maison de l'Eglise suédoise, 1<sup>er</sup> étage, log. n° 16, Petite rue des Ecuries.

612

SAVON ROYAL DE THIRIDACE

DE VIOLETTE

PARFUMÉES BREVETÉES, A PARIS

Sont recommandées par les célébrités médicales pour l'hygiène, la fraîcheur et la beauté de la peau.

PARIS: 12, boulevard des Capucines (Salon de la France-Belle)

SEULES AU MARQUE DE FABRIQUE

LA REINE DES ABEILLES

26

CHEMIN DE FER DE VIBOURG: non loin de la station de Novaya Kirka, il y a des maisons de campagne à louer. Informations plus précises à la Banque de l'Etat, log. n° 28.

672

EAU DENTIFRICE

DU DOCTEUR

J. V. BONN

1<sup>er</sup> rue de la République

1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> à Paris, 44, rue des Ecuries et chez tous les Parfumeurs

23

cable company limited, il vient de s'établir à Londres une société qui a pour objet l'établissement d'une communication télégraphique directe entre la côte d'Irlande et les Etats-Unis, où le câble sera joint aux lignes télégraphiques américaines.

Le *Daily Telegraph* annonce que sir Bartle Frère n'a pas réussi à obtenir du sultan de Zanzibar la suppression de la traite des noirs. Les commerçants indigènes, surtout, et les musulmans sont fortement opposés à toute concession et le sultan a suivi leur conseil. Le *Telegraph* ajoute qu'on croit généralement que les Etats-Unis et la France ont encouragé la résistance du sultan. Néanmoins, le journal ministériel attribue cette résistance exclusivement aux consuls des deux pays et se déclare persuadé que M. Thiers et le général Grant n'approuveront pas la conduite de ces fonctionnaires. Le *Telegraph* insiste sur la nécessité d'employer des moyens énergiques pour faire triompher la politique dont sir Bartle Frère est le représentant.

Italie.

Dans sa séance du 10 mars la Chambre des Députés a poursuivi la discussion du projet de loi relatif à l'organisation de l'armée. Les trois premiers articles ont été approuvés sans discussion. L'art. 4 a donné lieu à un débat sur la question des assimilations dans le personnel militaire, mais il a été approuvé conformément aux conclusions de la commission.

On écrit de Rome, le 5, à la *Perseveranza*:

« Les journaux font dire et faire au duc d'Aoste des choses auxquelles il ne pense ni peu ni point. Ils lui ont prêté l'intention de publier un manifeste pour justifier sa conduite, et ont annoncé qu'il ira à Florence et viendra ensuite à Rome.

« Ce sont de pures inventions. En abandonnant le trône d'Espagne, le jeune prince a compris combien sa position est délicate, et il est résolu à se maintenir dans la plus grande réserve.

« L'Italie et l'Europe ont porté sur sa conduite le jugement le plus favorable et il n'a pas besoin de s'expliquer.

« L'Espagne apprendra — et elle l'apprend déjà à ses dépens — quelle perte elle a faite. Le duc d'Aoste n'a donc aucun besoin d'expliquer sa conduite par un manifeste. S'il y avait, opportunité, il ne manquera pas de le faire; mais il est évident que, dans l'état actuel des choses, rien ne le lui impose.

« Quant à se rendre à Florence et à Rome, je crois que, pour le moment, il n'y pense même pas. »

L'Opinion, en parlant de l'adresse au pape lus par le prince de Lichtenstein, demande si ce prince avait le droit d'insulter aussi grossièrement le gouvernement d'un pays dont il est actuellement l'hôte. Ce journal ajoute: Nous sommes certains que dans tout autre pays ce prince n'aurait pas prononcé un discours pareil, ou que, s'il l'avait prononcé, il en aurait rendu immédiatement compte à la nation insultée.

Ici, dit l'Opinion, il a parlé impunément, et c'est là la condamnation la plus énergique des violences de nos adversaires.

Toutefois, toutes ces déclarations catholiques qui arrivent à Rome semblent croire que la loi des garanties, au lieu de sauvegarder la liberté du pape, est faite pour encourager leur licence. Elles se trompent. Aucune loi ne leur donne la faculté de violer les institutions du pays. L'Italie ne craint pas la conduite de ces députations, mais elles-mêmes, dans leur propre intérêt, devraient avoir un peu plus de respect de l'opinion publique.

Suisse.

Le Conseil d'Etat de Soleure a proposé, le 13 mars, au Grand-Conseil du canton de ne point prendre en considération la motion d'initiative (portant 2,165 signatures) que les représentants du parti ultramontain ont présentée à l'Assemblée législative pour l'inviter à soumettre au vote populaire la décision du Grand-Conseil qui approuvait les résolutions de la conférence diocésaine à l'égard de l'évêque de Bâle. Le conseil d'Etat base sa proposition sur ce que la prise en considération de cette motion d'initiative serait incompatible avec l'article 32 de la Constitution soleuroise.

Espagne.

On écrit de Madrid au *Temps*, le 9 mars:

La grande bataille dont je vous ai raconté

le commencement s'est terminée hier, à neuf heures et demie, par la victoire du gouvernement.

« Aussitôt que le résultat du vote a été connu hors du Congrès, dit la *Correspondencia*, la foule qui stationnait aux abords du palais des Cortès a crié: Vive la république! et Vive le gouvernement! Pendant le reste de la soirée, on a remarqué l'air joyeux et tranquille de Madrid, qui a donné hier une preuve nouvelle de son sens et de son patriotisme intelligent. » Cela est vrai. Toute la population de Madrid, sans distinction de parti, s'est franchement réjouie d'un vote qui a conjuré le danger d'une situation horriblement fautive. Les seuls mécontents à cette heure sont les radicaux de l'Assemblée, que des passions aveugles avaient poussés à une lutte insensée, et qui sont furieux d'avoir perdu la bataille, bien qu'ils eussent été impuissants à profiter de la victoire.

Au moment où je vous ai envoyé hier soir mon dernier mot de lettre, la discussion publique n'était guère intéressante. Les orateurs avaient l'air d'accomplir une simple formalité. Chaque groupe, vous disais-je, paraît avoir pris une résolution définitive; et les débats ne changeront pas ces résolutions, à moins qu'un homme de grande autorité ne se jette tout à coup dans la mêlée avec des arguments ou des appels imprévus. Pour ce qui me concerne, je n'avais pas encore toute l'espérance de voir une transaction se produire au dernier moment; il me répugnait d'admettre que la majorité radicale pourrait pousser l'impudence et la folie jusqu'à faire tomber le ministère, et je ne regrettais pas de vous avoir envoyé la veille, par dépêche (1), une prophétie optimiste, parce que j'avais la conscience que cette prophétie s'appuyait sur des considérations raisonnables et sur une certaine connaissance du tempérament des partis espagnols, mais que les apparences me donnaient tort. La commission défendait ses conclusions avec une grande vigueur et la majorité ne lui marchandait pas ses applaudissements.

Les rares personnes qui pouvaient pénétrer un instant dans les coulisses de l'Assemblée, en revenaient toutes fort étonnées. Elles racontaient que la majorité paraissait résolue à tout braver, que les menaces du peuple madrilène assaillant les portes du Congrès, et les dépêches beaucoup plus menaçantes envoyées en grand nombre par les autorités des provinces, avaient fortifié dans son entêtement funeste, que les ministres n'avaient plus le moindre espoir, et qu'ils avaient tous fait des préparatifs pour quitter Madrid dans la soirée même; enfin, que la gauche républicaine regardait la partie comme perdue dans le Parlement, et qu'elle était prête à prendre sa revanche sur un autre terrain.

De temps en temps on entendait de grands cris dans la rue: « Vive la fédération, vive le ministère! » A bas les radicaux! A la porte les Cortès! » A sept heures, je fis un tour dans les rues qui avoisinent le palais et dans la rue Saint-Germe jusqu'à la Puerta del Sol. Partout je trouvais des groupes très excités. Des paniques soudaines se produisaient à chaque instant, sans qu'il fût possible de savoir quel incident les avait causées. La plupart des boutiques étaient fermées; les cafés regorgeaient de monde, mais les patrons prudents avaient fait mettre les volets; enfin toute la ville était alarmée; l'opinion générale était que le gouvernement serait renversé, et que sa chute serait le signal d'une grande bataille dans les rues. Quand je rentrai dans la tribune de la presse, mon optimisme avait un peu souffert; je le confesse.

La parole était à M. Echegaray, qui l'avait prise après un discours très modéré du républicain Cervera. L'ex-ministre radical parlait en homme qui veut se venger d'une humiliation récente. Son discours est un réquisitoire contre le parti républicain fédéral. De la question même dont il s'agit, de cette question de paix ou de guerre dont l'Espagne entière se préoccupe, M. Echegaray ne dit qu'un mot, à la fin de son discours: « Je conclus en suppliant tout le monde d'agir suivant sa conscience. Le parti radical a donné à la société espagnole le régime actuel, et il doit la diriger jusqu'à ce que ce régime soit assuré ou jusqu'à ce qu'il meure avec elle. » Mais M. Echegaray ne songe même pas à se demander si les radicaux ont, pour diriger la société espagnole et pour assurer le régime qu'ils ont fondé, la force morale et matérielle suffisante, s'ils sont assez puissants pour s'imposer à l'opinion publique sou-

levée contre eux, à tort peut-être, mais enfin très manifestement hostiles. Il n'examine point le patriotisme ni le commandement de l'abdication, au moins momentanée, aux partis dont l'impuissance est démontrée, aux partis qui sont assez forts pour empêcher les solutions, mais qui ne peuvent rien fonder. Non; le parti radical a fondé la république; c'est lui qui doit l'administrer. M. Echegaray ne voit que cela.

Un autre radical lui succède, un homme de moins de talent, mais plus raisonnable. M. Canalejas, qui dans les bureaux, lors de l'élection des commissaires, a parlé en faveur de la conciliation. M. Canalejas est en ce moment sous le coup d'un deuil — le plus cruel, dit-il, qui puisse frapper un homme — mais il a pensé noblement que, dans cette crise effrayante, son devoir était de se faire violence, pour continuer jusqu'au bout le rôle patriotique dont il s'est chargé; la conscience qu'il a fait son devoir lui servira de consolation; s'il est en pour de telles douleurs. La Chambre écoute avec intérêt son très sage discours; mais M. Canalejas ne donne que d'excellentes raisons théoriques; il ne présente pas un de ces arguments ad hominem qui seuls pourraient en ce moment arrêter les radicaux dans la voie dangereuse ou la passion les pousse.

Après lui, M. Ramos Calderon parle dans le même sens, mais ses déclarations font beaucoup plus d'effet: « M. Rivero, dit-il, pense qu'il est impossible de constituer en ce moment un gouvernement radical; il refuserait de faire partie d'un tel gouvernement; mais si un jour les deux partis, qui ont fondé la république, s'unissent dans un embrassement fraternel, et reconnaissent qu'ils sont impuissants l'un sans l'autre, ce jour-là ces partis pourront compter sur M. Rivero, qui leur a donné la vie à tous deux. M. Rivero ne demande rien; mais, en dépit de ses souffrances corporelles, il sera toujours prêt à se sacrifier au salut de la patrie. »

Voilà qui est grave. Les déclarations de M. Ramos Calderon émeuvent profondément l'Assemblée. Les radicaux se troublent; ils comprennent que M. Rivero se réserve pour fonder un jour, bientôt peut-être, un nouveau parti, une nouvelle combinaison politique; cet homme, qui jouit encore d'une grande influence, est d'avis qu'il est sage de laisser les républicains au pouvoir, et il est prêt à se sacrifier, quand il estimera que les radicaux peuvent rentrer au pouvoir. (Attentions pour nous sacrifier, nous aussi, le signal de notre ancien chef, se disent tous bas un grand nombre de ces représentants de la nation, et tout le monde dans notre tribune sent qu'un premier pas vient d'être fait vers la conciliation.)

Cependant, M. Figueras prend la parole. Dans un grand discours, aussi habile, aussi parlementaire que les meilleurs parmi ceux qui l'ont rendu célèbre dans l'opposition, il indique discrètement, mais avec une singulière fermeté, avec un accent bien incisif, toutes les raisons pour lesquelles il est patriotique en ce moment d'éviter, à tout prix, la création d'un nouveau ministère.

Pendant qu'il parle, M. Martos, qui de l'avis de tous, est l'âme des intrigues des derniers jours, se fait remplacer au fauteuil de la présidence par le vice-président Gomez, et d'un pas solennel il se dirige vers le banc qu'il occupait autrefois. A peine assis, il demande la parole, et nous voilà fixés sur l'issue du combat.

Jamais volte-face pareille n'a été faite, je crois, dans une assemblée parlementaire, même en Espagne, où pourtant nous avons assisté à des évolutions bien hardies.

M. Martos, qui faisait, il n'y a pas plus d'une heure, des efforts sincères ou simulés (peut-on savoir à quoi s'en tenir avec un politicien de cette force), pour constituer un gouvernement de son choix, M. Martos, qui représentait le parti radical et qui le dirige en véritable dictateur, M. Martos a été converti comme par un coup de la grâce divine.

Il a découvert tout à coup les vérités suivantes: « La nouvelle de l'avènement d'un ministère radical aurait fait surgir partout des pactes fédéraux; et les villes se seraient insurgées; et le nouveau gouvernement central aurait été forcé de faire une sorte de conquête du territoire pour rétablir l'unité nationale; et il aurait fallu regagner par les armes toute la patrie espagnole, comme jadis nos aïeux ont dû le faire au nom de la religion chrétienne! »

Ces vérités, M. Martos les proclame avec vigueur, avec passion, et il conclut en faisant savoir que ses amis et lui voteront avec le ministère. « Pour vous, dit-il aux mem-

bres du gouvernement, faites, non pas la république d'un parti, mais la république de la nation espagnole. Si telle est votre intention, que Dieu vous bénisse; sinon, qu'il vous demande compte de vos œuvres et que l'histoire vous juge! »

Dix minutes après ce coup de théâtre, le vote se faisait, et le gouvernement obtenait 187 voix contre 19. Voilà comment s'est terminée cette journée du 7 mars, bien plus étrange encore que la très étrange journée du 24 février!

Tout ce qui, dans le parti radical, a de l'amour-propre, à défaut de jugement, s'est abstenu de voter, et le président de la commission a protesté contre le coup d'audace de M. Martos par les paroles suivantes, lancées à la face du chef radical d'une voix frémissante de colère: « Messieurs, nous sommes les représentants de la volonté de vos bureaux; nous inspirant de vos conseils, nous avons formulé nos conclusions qui étaient les vôtres; nous avons défendu ces conclusions franchement et loyalement; à cette heure nous n'en modifierons pas une ligne, pas un mot: le souci de notre dignité nous le défend. Des raisons de convenance ou de patriotisme, si l'on veut, peuvent justifier peut-être certaines évolutions de la dernière heure; tant mieux si cette justification est possible. Mais nous ne varierons pas; et ceux de nos amis qui changent subitement d'opinion sachent bien qu'ils ne nous mortifient pas. Nous ne nous sommes jamais crus dignes de jouer le rôle de victimes propitiatoires sur l'autel de la patrie! »

La *Correspondencia* universelle publie les dépêches suivantes, qui lui sont communiquées par l'ambassade d'Espagne à Paris. La première est adressée à M. Olazaga par M. Figueras:

« Saragosse, 10 mars, 10 h. du soir.

« Retenez sur ma route par les ovations populaires, je ne fais qu'arriver ici, où je passerai la nuit. Il n'est pas vrai que la république fédérale ait été proclamée à Barcelone, qui continue à obéir à l'autorité de l'Assemblée. Il y a eu des tentatives, mais les télégrammes du pouvoir expliquent ce qui s'est passé dans la question de la convocation de la Constituante, ont aussitôt calmé les esprits fortement surexcités par l'annonce que le pouvoir exécutif avait été mis en déroute par l'Assemblée.

« Demain, je poursuis mon voyage pour Barcelone. »

La seconde est adressée également à M. Olazaga par M. Castelar:

« Madrid, 10 mars.

« Que Votre Excellence se tranquillise. L'unité nationale, l'intégrité de la patrie ne courent aucun danger en Espagne. Il y a dans le pays des tendances plus ou moins fédérales, il n'y a aucune tendance séparatiste, absolument aucune. Tout le monde se soumettra à ce qui sera décidé par l'Assemblée Nationale constituante.

« Que Votre Excellence ne doute pas de la vérité de ce que je lui affirme sans aucune passion politique. Qu'elle continue à communiquer autour d'elle ces assurances, que tout bon patriote doit désirer voir prévaloir dans toute l'Europe.

« Il y a à Barcelone de grandes et universelles tendances à appuyer le gouvernement. Nous avons certainement des difficultés à surmonter. Elles seront toutefois vaincues avec de l'énergie et du patriotisme.

« La tranquillité est complète dans toutes les grandes villes.

« Les factions diminuent en Catalogne, grâce à l'attitude du pouvoir partout acclamé.

« Votre Excellence, qui, sans se déconcerter, a été aux prises avec les difficultés de l'établissement du système constitutionnel, verra avec espoir, dans son heureux fin, le bon sentiment du peuple espagnol, surmontant les premiers obstacles que rencontre l'établissement du gouvernement républicain.

« Que l'Europe comprenne cette vérité: Nous sommes un peuple de libéraux et non pas un peuple de démocrates. »

— On lit dans le *Correo militar*:

« Le mauvais exemple donné par les troupes de Barcelone est devenu contagieux. Un grand nombre de soldats d'un bataillon en garnison à Malaga ont fait acte d'insubordination ouverte, et les autorités, impuissantes à réprimer par la force de semblables désordres, ont été contraintes d'adopter des mesures conciliatrices et de recevoir avec les plus grands égards les chefs des insurgés.

« Le commandant du bataillon révolté ayant

voulu lui adresser des reproches et lui ordonner de rentrer dans son quartier, fut accueilli par les cris: « A mort! Et celui qui portait un grand drapeau continuait sa marche triomphale à travers la ville au milieu d'une multitude immense de curieux. Le cortège se dirigea vers la capitainerie générale.

« Les chefs furent appelés par les autorités supérieures, qui leur promirent de les protéger s'ils étaient inquiétés dans l'exercice sacré de leurs fonctions. On se sépara aux cris de: Vive la république! dont les balcons donnèrent le premier signal. »

BULLETIN COMMERCIAL.

La Banque de commerce d'Azow-Don nous communique le bulletin hebdomadaire suivant, daté de Taganrog 24 février (8 mars) 1873:

Céréales. — Point de variation. L'inactivité continue; par contre les prix sont de jour en jour plus soutenus, excepté pour la graine de lin, dont la demande a beaucoup diminué.

Changes. — Bien peu d'affaires. Les cours tant pour le Londres que pour le Marseille se maintiennent fermes et avec tendance à la hausse, par suite du manque de papier.

Voici les prix des principaux articles d'exportation:

	Poids. 10 pouds.	Prix en rbl. par tchet de
Céréales. — Blé dur 1 <sup>re</sup> qualité	→ 13, 12	→
ditto 2 <sup>e</sup>	→ 10, 11 50	→
ditto 3 <sup>e</sup>	→ 9, 9 50	→
Blé Ghirka Taganrog 1 <sup>re</sup> qualité	→ 49 12, →	→
ditto 2 <sup>e</sup>	→ 48 11 75, →	→
ditto 3 <sup>e</sup>	→ 46 11 → 11 15	→
Blé tendre (Azyra ou Ghirka)		
Don Rostov	10 50	
Seigle	6 75, 7	
Orge	5 25, 5 40	
Avoine (le tchet de 6 pouds)	3 40, 3 70	
Graine de lin (avec 20 corps étrangers, soit 4 0/0 non oléagineux et 16 0/0 oléagineux)	13 10, 13 20	
Cola	5 80, 6 50	
Suifs et laines.	Par poud.	
Suif jaune de Slaviansk (pour la consommation de Constantinople)	5 40, →	
Suif blanc ou jaune diverses productions	4 24, 4 50	
Laine donskoi lavée	12 50, →	

DEPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

(SERVICE SPÉCIAL DU JOURNAL DE ST-PETERSBOURG)

Paris, samedi 15 mars.

Le traité franco-allemand sera signé ce soir à Berlin. Il stipule qu'au 1<sup>er</sup> juillet les quatre départements, y compris Belfort, seront évacués. Verdun restera occupé jusqu'au 5 septembre, époque du dernier paiement.

AGENCE INTERNATIONALE.

Bruxelles, samedi 15 mars, au soir.

Le Sénat a adopté par 38 voix contre quatre et sept abstentions le projet relatif au rachat du Grand-Luxembourg.

Autre dépêche.

Paris, samedi 16 mars, au soir.

On assure qu'une convention a été signée hier par M. Thiers avec le comte d'Armin pour le paiement du cinquième milliard par versements mensuels, dont le dernier serait fait au 5 septembre. Le territoire de la France, y compris Belfort, serait alors évacué.

Autre dépêche.

Versailles, dimanche 16 mars.

Le Journal officiel annonce que le traité relatif à l'évacuation du territoire français a été signé hier à Berlin. Le quatrième milliard sera complètement acquitté le 5 mai. Le cinquième milliard sera versé en quatre paiements égaux: le 5 juin, le 5 juillet, le 5 août et le 5 septembre. Les quatre départements restants, Belfort compris, seront évacués le 1<sup>er</sup> août. Comme gage des deux paiements restants, Verdun avec son rayon restera occupé jusqu'au 5 septembre seulement.

LA DIRECTION DU CHEMIN DE FER DE KOURS-KHARKOW-AZOW

fait un appel aux personnes qui désireraient se charger, après enchères et conformément aux conditions, de la fourniture du matériel d'éclairage, de graissage et autres qui sont nécessaires dans les magasins de la Société du chemin de fer de Koursk-Kharkow-Azow. Les enchères pour cette fourniture auront lieu le 20 mars courant, à midi, à Kharkow, au siège de la direction du chemin de fer, au moyen de soumissions cachetées.

Les conditions de cette fourniture et la liste avec la dénomination du matériel et de la quantité du matériel nécessaires seront distribuées par la direction à partir du 1<sup>er</sup> mars tous les jours entre midi et trois heures.

Les soumissions doivent être adressées au nom du directeur du chemin de fer jusqu'au 20 mars 1873, à midi, avec la suscription: « Soumission pour la fourniture de matériel pour les magasins du chemin de fer de Koursk-Kharkow-Azow. »

Les soumissions doivent contenir:

- La dénomination des différents objets de matériel.
- Le prix de fourniture.
- L'indication du magasin où le matériel sera fourni et, si la fourniture se fait dans plusieurs magasins, préciser quels sont les magasins et quel en est le nombre.

Les personnes qui veulent prendre part aux enchères doivent déposer en sus de leurs soumissions:

- Un nantissement dans la proportion de 5 0/0 de la valeur de la fourniture dont on se charge, en argent comptant ou en valeurs garanties par le gouvernement, lesquelles sont acceptées au cours de la Bourse.
- Deux exemplaires d'échantillons du matériel portant le cachet de la personne ayant déposé la soumission et une étiquette avec le nom de ladite personne.

Les soumissions qui ne répondront pas aux exigences susmentionnées, ne seront pas examinées.

Les résultats des enchères seront annoncés le 23 mars au plus tard. Les personnes qui seront chargées de la fourniture sont tenues de conclure avec la direction, au bout d'une semaine au plus tard, un contrat conforme aux conditions. Dans le cas contraire la direction du chemin de fer garde le nantissement déposé et a le droit de transmettre la fourniture à une autre personne — mesure contre laquelle celui qui n'a pas rempli la condition susmentionnée n'a pas le droit de réclamer.

Les nantissements déposés avant les enchères sont conservés par la direction du chemin de fer jusqu'à l'annonce du résultat des enchères; si les enchères n'aboutissent à aucun résultat, les nantissements seront rendus à leurs propriétaires le 23 mars au plus tard et les enchères déclarées nulles.

577

AU THÉÂTRE MICHEL.

Lundi 5 et mardi 6 mars

GRANDES REPRÉSENTATIONS PASTASTIQUES ET PHYSIQUES

avec les nouveaux programmes

du célèbre magicien magnétiseur

professeur BECKER

avec les concours des dames gymnastes nouvellement engagées à Paris:

- Miss Azella et Miss Rosita, surnommées les phénomènes aériens.
- Miss Léopoldine Adakker, surnommée l'Étoile du Nord.
- Une troupe de vélocipédistes composée de quatre dames, et de Mister Kil.
- M<sup>lle</sup> Franzini, vélocipédiste américaine sans pareille.

Pour la clôture de la représentation:

Grands tableaux vivants, académiques et mythologiques, par douze dames sous la direction de:

PAOLO BACCIERA de Turin.

Le programme des soirées sera donné par les affiches. On commencera à 7 1/2 heures du soir.

595

On peut se procurer des billets journalièrement à la caisse du théâtre Michel.

Compagnie Coloniale

Établissement spécial pour la fabrication

CHOCOLATS

QUALITÉ SUPÉRIEURE

Tous les CHOCOLATS de la COMPAGNIE COLONIALE sont composés, sans exception, de matières premières de choix; ils sont exempts de tout mélange, de toute addition de substances étrangères, et préparés avec des soins inusités jusqu'à ce jour.

Fondée spécialement dans le but de donner au Chocolat, considéré au point de vue de l'hygiène et de la santé, toutes les propriétés bienfaisantes dont ce précieux aliment est susceptible, la C<sup>ie</sup> COLONIALE ne fait du bon marché qu'une question secondaires: elle veut, avant tout, livrer aux consommateurs des produits d'une supériorité incontestable.

CHOCOLAT DE SANTÉ. Le demi-tige. Bon chocolat... 5 r. 50. Préparé... 5 r. 50. Extra... 5 r. 50.

CHOCOLAT VANILLE. Le demi-tige. Bon chocolat... 5 r. 50. Préparé... 5 r. 50. Extra... 5 r. 50.

CHOCOLAT DE POCHÉ. Le demi-tige. Bon chocolat... 5 r. 50. Préparé... 5 r. 50. Extra... 5 r. 50.

ENTREPOT général à Paris, rue de Rivoli, 132

Dans toutes les villes de France et de l'étranger, chez les principaux Commerçants.

61

Imprimerie TRÉNKA & FUSNOT (Journal de St-Petersbourg) Maximilianovsky péroulo, maison Duzan, n° 15.

Editeur rédacteur responsable, ANT. E. HORN.